

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 21 mars 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12 mars 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GEODIS AUTOMOTIVE EST**

ZA Technoland  
70 rue Pierre Marti  
25460 Étupes

Références : 0006703638\_2025\_03\_12\_GEODIS\_VIIC\_Echeances  
Code AIOT : 0006703638

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 mars 2025 dans l'établissement GEODIS AUTOMOTIVE EST implanté Zone Industrielle et portuaire rue du Jura 68490 Ottmarsheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'objectif de cette visite est d'examiner les suites apportées aux faits caractérisés comme non-conformes, lors de la visite d'inspection du 25 avril 2024, qui ont conduit à une mise en demeure par arrêté préfectoral du 18 juin 2024.

#### **Références réglementaires :**

- Arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 juin 2024
- Arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de

l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GEODIS AUTOMOTIVE EST
- Zone Industrielle et portuaire rue du Jura 68490 Ottmarsheim
- Code AIOT : 0006703638
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GEODIS exploite sur le territoire de la commune de Ottmarsheim (zone industrielle et portuaire), un entrepôt logistique composé de 4 cellules de stockage. Au titre des ICPE, la société GEODIS est autorisée à exploiter à cette adresse, un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement par arrêté préfectoral du 26 novembre 2003.

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées - gestion d'un événement accidentel	AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 2	Levée de mise en demeure
2	État des matières stockées - version synthétique	AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 2	Levée de mise en demeure
3	Plan de Défense Incendie (PDI)	AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 3	Levée de mise en demeure
4	Confinement des eaux incendie	AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 4	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de cette visite est d'examiner les suites apportées aux faits caractérisés comme non-conformes, lors de la visite d'inspection du 25 avril 2024, qui ont conduit à une mise en demeure par arrêté préfectoral du 18 juin 2024.

La visite d'inspection a mis en évidence un retour en conformité de l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : État des matières stockées - gestion d'un événement accidentel**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 1.4.I de l'annexe 2 de l'Arrêté Ministériel du 11 avril 2017 susvisé : "[...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées,[...]"

*Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, à minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.[...]*  
*L'état des matières stockées est mis à jour à minima de manière hebdomadaire, [...]"*

**Constats :**

Au cours de la visite d'inspection du 25 avril 2024, il avait été constaté que la typologie des matières stockées choisie par l'exploitant n'était pas pertinente et que l'état des matières stockées présenté n'était mis à jour que mensuellement.

Lors du contrôle en salle, l'exploitant a présenté à l'Inspection son état des matières stockées modifié.

Suite à l'analyse conjointe de ce document avec l'exploitant, l'Inspection considère que la nouvelle typologie mise en place, distinguant notamment parmi les matières combustibles, les pièces mécaniques, la cartonnerie et les pièces en matière plastique, est pertinente par rapport aux principaux risques en cas d'incendie.

Concernant la mise à jour des états des matières stockées, en amont de la présente visite l'exploitant a transmis à l'Inspection ses états des matières stockées, datés des 27 février et 6 mars 2025. L'analyse comparative des quantités stockées sur cette période permet à l'Inspection de constater que ces états des matières stockées sont actualisés à minima de manière hebdomadaire.

Ces éléments n'appellent plus de remarque de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 2 : État des matières stockées - version synthétique**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des matières stockées

**Prescription contrôlée :**

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 1.4.I de l'annexe 2 de l'Arrêté Ministériel du 11 avril 2017 susvisé :

*" [...] Un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.*

*Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. "*

**Constats :**

Lors du contrôle initial en date du 25 avril 2024, l'exploitant avait informé l'Inspection, ne pas être en possession d'un document synthétique et vulgarisé de son état des matières stockées afin de répondre aux besoins d'information de la population.

Au cours de l'examen conjoint de l'état des matières stockées combustibles réalisé dans le cadre du contrôle du point 1 du présent rapport, l'Inspection constate que par conception, ce document définissant les quantités présentes au sein de chaque zone de stockage, est suffisant synthétique et vulgarisé pour répondre à la prescription susvisée.

Ces éléments n'appellent plus de remarque de la part de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 3 : Plan de Défense Incendie (PDI)

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de Défense Incendie (PDI)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 23 de l'annexe 2 de l'Arrêté Préfectoral du 11 avril 2017 susvisé :</p> <p>"[...] Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• [...]</li> <li>• la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement;</li> <li>• les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li> <li>• les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li> <li>• le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li> <li>• [...]</li> <li>• la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li> </ul> <p>[...]"</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection initiale en date du 25 avril 2024, il avait été constaté l'incomplétude du Plan de Défense Incendie, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'absence de justification des compétences précises du personnel susceptible d'intervenir avec des extincteurs et/ou RIA, tant en termes de formation, de certification que d'entraînement ;</li> <li>• l'absence de plan lisible permettant de localiser les murs coupe-feu ;</li> <li>• l'absence du plan des réseaux prévus à l'article 1.6.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 ;</li> <li>• l'absence d'un plan lisible localisant les moyens incendie ;</li> <li>• l'absence d'un plan de principe décrivant l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations ;</li> <li>• l'absence d'un plan lisible localisant les commandes de désenfumage.</li> </ul> <p>Afin de justifier la mise en conformité de son installation, l'exploitant a transmis en date du 28 février 2025, la version actualisée de son Plan de Défense Incendie (PDI).</p> <p>Lors du contrôle réalisé en salle, une analyse conjointe de ce document avec l'exploitant a permis de constater que ce document opérationnel intègre désormais l'ensemble des éléments exigés par la prescription susvisée.</p>

<p>Par ailleurs, l'exploitant a signalé avoir adressé, par courrier recommandé avec accusé de réception, la version mise à jour du PDI au service de défense incendie de Colmar. Une copie de ce courrier ainsi que l'accusé de réception correspondant ont été transmis à l'Inspection à la date du présent rapport, confirmant ainsi la bonne transmission de ce document au SDIS.</p> <p>Dans le cadre de ce contrôle, l'Inspection s'est attachée à vérifier par échantillonnage, au sein de l'exploitation, la cohérence entre certains éléments du PDI et la situation réelle observée sur site, notamment la localisation des séparateurs d'hydrocarbures, de la vanne destinée à la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie ainsi que des cinq commandes de désenfumage situées dans la cellule n° 1.</p> <p>Ce contrôle n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.</p> <p>Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 4 : Confinement des eaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/06/2024, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 11 de l'annexe 2 de l'Arrêté Préfectoral du 11 avril 2017 susvisé :</p> <p><i>"[...] En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.[...]"</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de l'inspection initiale en date du 25 avril 2024, il avait été constaté que la vanne « incendie » assurant le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie était à commande manuelle.</p> <p>En amont de la présente visite, l'exploitant a transmis en date du 18 octobre 2024, une copie du bon d'intervention relatif à l'asservissement de cette vanne à son système d'alarme incendie.</p> <p>Lors de la visite sur site, à la demande de l'Inspection, l'exploitant a simulé depuis son SSI (Système de Sécurité Incendie) le déclenchement d'une alarme incendie. A cette occasion et après avoir fait ouvrir le regard situé à la verticale de la vanne, l'Inspection a visuellement constaté la fermeture automatique (sans intervention humaine) de la vanne de confinement.</p> <p>Ces éléments n'appellent plus de remarques de la part de l'Inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure